

Pour un INRA pérenne, totalement public, libre, au service de tous les citoyens.

Le démantèlement de la recherche publique qui s'est gravement accéléré depuis 2005 (Pacte pour la recherche, PRES, LRU...), s'accompagne de réformes expéditives au sein de l'INRA, sans concertation sérieuse.

La vie scientifique collective est de plus en plus chaotique et soumise à la course aux contrats. Comme pour les autres EPST, les prérogatives scientifiques de l'Institut disparaissent, noyées dans celles des multiples structures : « Alliances » (Aviesan,

Allenvi, Ancre, et d'autres demain ?), Consortium Agreenium, RTRA, Instituts appuyés sur des TGU UMRisées, ...

Dans ce mouvement, la seule perspective offerte aux personnels de l'INRA est la compétition et l'individualisme tant au niveau des individus, des équipes que des départements (multiplication des primes arbitraires et politiques incitatives).

Nous pensons, au contraire, que les valeurs de solidarité et de coopération fondent nos métiers et nos activités de recherche.

L'INRA, organisme de recherche finalisée, doit mobiliser ses unités de recherche, ses unités expérimentales et ses unités d'appui selon une stratégie scientifique cohérente répondant aux intérêts des citoyens. Pour ce faire, nous souhaitons promouvoir la collégialité pour définir les objectifs et le fonctionnement scientifique et administratif de l'institut.

Nous défendons une vision globale qui intègre les dimensions intellectuelles, matérielles et institutionnelles de nos activités, en solidarité avec nos collègues du public et du privé.

C'est pourquoi nous avons collectivement décidé de nous présenter dans chacun des secteurs sur une plate-forme commune que soutient la CGT-INRA.

Organisme de recherche public, l'INRA doit garantir à tous une liberté de recherche pour répondre aux attentes de la société quant à l'avenir de l'agriculture, des industries qui en dépendent, de l'environnement, de l'alimentation.

Nous faisons le constat que les réformes en cours dévoient ces objectifs. Pour nous tous, les injonctions paradoxales se multiplient et reportent sur les individus les conséquences des stratégies incohérentes décidées pour l'INRA.

- *Comment en finir avec la multiplication des procédures de contrôle dirigistes et bureaucratiques d'un groupe de direction de plus en plus isolé de la vraie vie de l'organisme ?*
- *Comment, dans le contexte de mise en place de « grands programmes » censés devenir le cœur de l'INRA, assurer la survie des équipes et unités qui n'entreraient pas dans la « norme » ?*
- *La promotion d'un modèle de chercheur unique ne bride-t-elle pas le développement des compétences diversifiées dont l'INRA a besoin ?*
- *Nous nous efforcerons de lutter contre les effets destructurants des instances de programmation, de financement à coûts complets et d'évaluation des recherches (ANR, AERES, Agreenium, Alliances, multiples initiatives technocratiques nationales et européennes etc.).*
- *Nous nous attacherons à développer la démocratie scientifique, à faire vivre la concertation et à prendre en compte l'avis des acteurs de la recherche.*

- *Nous appuyerons la diversité des modes de production de connaissances, en demandant pour tous de manière équitable des moyens pérennes au lieu de favoriser la compétition.*
- *Nous défendrons l'ouverture du statut de titulaire aux « jeunes chercheurs » pour intégrer la nécessité d'apprentissages longs, au lieu de développer la précarité (fragilisation, perte d'attractivité pour les jeunes, discriminations pour les femmes).*
- *Dans un contexte où la marchandisation et la brevetabilité s'élargissent, nous combattons pour garantir un libre accès aux connaissances pour tous.*

Le Conseil Scientifique est le seul lieu où la direction de l'INRA expose ses orientations scientifiques. Au cours du précédent mandat, les voix porteuses des principes énoncés ci-dessus y ont régulièrement relayé les contestations des personnels (comme, par exemple lors du débat sur la prime d'excellence scientifique) et contribué à enrayer les dérives.

L'ampleur des recompositions en cours impose de réaffirmer le rôle de cette instance. La fonction de « contre-proposition » du Conseil Scientifique National sera d'autant mieux remplie que les membres élus seront indépendants de la direction, et attachés à défendre les principes de démocratie scientifique.

Ceci est d'autant plus important que la politique d'austérité du gouvernement (-10% de crédits de fonctionnement annoncés sur 3 ans !) ne peut qu'affaiblir l'activité scientifique de l'Institut.

Candidats se présentant à cette élection au conseil scientifique de l'INRA, porteurs de cette même profession de foi dans chacun des 9 secteurs de vote :

Secteur 1. Daniel Auclair et Jean-Louis Durand
Secteur 2. Catherine Albertini et Bernard Pintureau
Secteur 3. Taline Elmayan et Marc Lepetit
Secteur 4. Jean-Michel Salmon et Jean-Louis Escudier
Secteur 5. Yves Chilliard et Juliette Salvaing

Secteur 6. Harry Archimède et Jean-Luc Widiez
Secteur 7. Monique Laviaille et Laurent Ferrier
Secteur 8. Joël Chadoeuf et Michel Martin
Secteur 9. Christine Mauny et Sabine Delaunay